

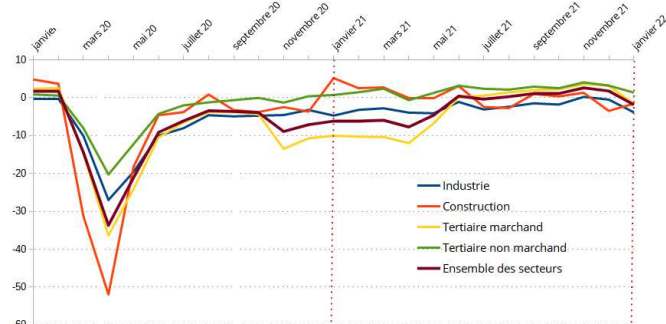
Au quatrième trimestre 2021, en Auvergne-Rhône-Alpes, l'économie régionale continue sa croissance soutenue amorcée au début de l'année. Le nombre d'heures rémunérées reste bien au-dessus de son niveau d'avant-crise, en 2019. Mais les premières données d'activité disponibles pour le début d'année 2022 laissent toutefois présager un certain ralentissement. Fin 2021, l'emploi salarié croît toujours, soutenu par un secteur tertiaire marchand, intérim inclus, particulièrement dynamique. Le chômage recule nettement partout dans la région. Les créations d'entreprises progressent également ce trimestre, tirées par le microentrepreneuriat, et s'approchent du record de la fin de l'année précédente. La construction de logements neufs garde un niveau similaire à l'avant-crise. Enfin, l'activité touristique se contracte légèrement en fin d'année, suite à une baisse de la fréquentation de la clientèle étrangère, alors que la clientèle française conserve un niveau quasi habituel.

Au quatrième trimestre 2021, l'activité économique, mesurée par le volume d'heures rémunérées par les entreprises, accélère nettement en Auvergne-Rhône-Alpes. Globalement, l'activité dépasse de 1,8 % celle de fin 2019. La région fait un peu mieux que l'ensemble de la France (+ 1,7 %) grâce à un mois d'octobre plus favorable (+ 1,1 % dans la région contre + 0,7 % pour le pays). Le mois de novembre est encore plus dynamique dans la région (+ 2,6 %).

Le secteur tertiaire, tant marchand que non marchand, porte cette croissance avec une hausse supérieure à 3 % ► **figure 1**. L'industrie reste toujours en deçà du niveau d'il y a deux ans (- 0,7 %). La construction connaît un trimestre moins dynamique que fin 2019 (- 0,4 %), du fait d'un mois de décembre en fort repli (- 3,5 %).

En janvier, au début de la vague « Omicron », l'activité ralentirait sensiblement pour les secteurs hors construction et le volume d'heures rémunérées atteindrait un niveau semblable à celui de janvier 2019.

► 1. Écart des heures rémunérées par secteur par rapport au même mois de l'année 2019 (en %)

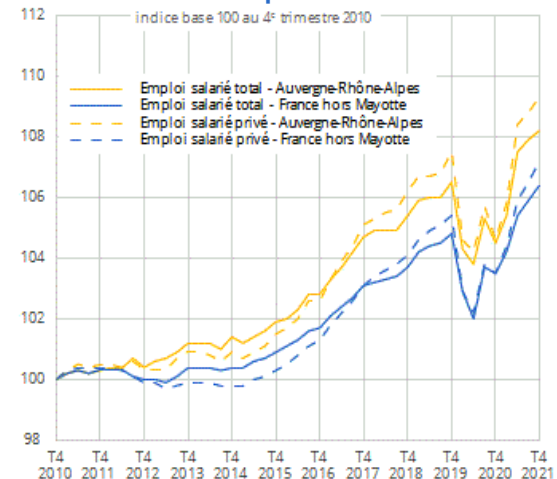


Note : la comparaison se fait avec le même mois de 2019, ce qui occasionne une rupture chaque mois de janvier. Cette rupture est signalée par les traits verticaux pointillés.
Source : DSN, traitements provisoires Insee.

L'emploi en hausse grâce au secteur privé

Fin 2021, les établissements emploient plus de 3,1 millions de salariés en Auvergne-Rhône-Alpes, soit 10 000 de plus qu'il y a trois mois ► **figure 2**. La hausse trimestrielle (+ 0,3 %) est un peu plus faible dans la région qu'au niveau national (+ 0,4 %). L'emploi total est freiné par le secteur public, en baisse de 0,3 % dans la région, suivant ainsi la tendance nationale. Le secteur privé gagne plus de 12 000 salariés, soit une hausse de 0,5 %. Le niveau d'emploi du quatrième trimestre 2021 dépasse de 49 000 salariés celui de fin 2019 (+ 1,6 %), avant que la pandémie ne survienne. Par comparaison, entre fin 2015 et fin 2019, 33 500 emplois étaient créés en moyenne chaque année.

► 2. Évolution de l'emploi salarié



Note : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires. La crise sanitaire fait apparaître une rupture de saisonnalité à partir du 1^{er} trimestre 2020. Les évolutions trimestrielles à partir de ce point sont à interpréter avec précaution.

Champ : emploi salarié total.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

Toute la région retrouve le niveau d'avant-crise

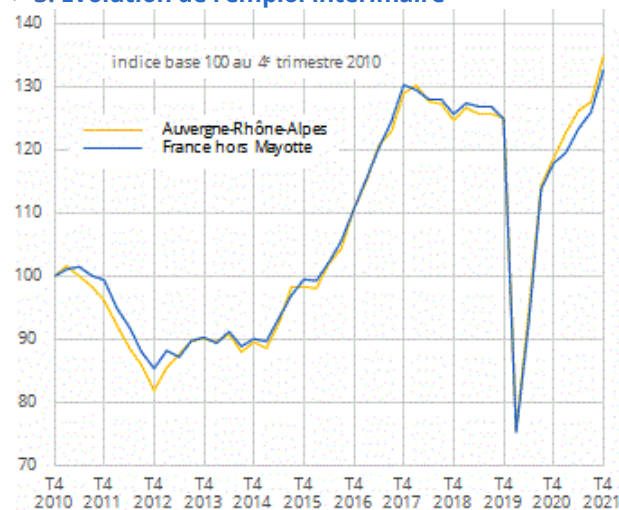
Au quatrième trimestre 2021, les effectifs salariés augmentent dans tous les départements de la région. La croissance est faible (+ 0,1 %) dans la Loire, le Puy-de-Dôme et le Rhône. Elle culmine à + 0,8 % en Haute-Loire, suivie de près par celle de la Savoie et de la Drôme (+ 0,7 %).

Tous les départements ont dépassé leur niveau de fin 2019. La Haute-Savoie se remet le plus difficilement de la pandémie, avec 0,3 % de salariés supplémentaires seulement. Le Cantal et la Loire affichent une croissance de 0,9 %. L'emploi des autres départements progresse d'au moins 1 %. Il s'accroît de 2,0 % dans le Rhône (avec un gain de 18 500 salariés) et de 3,1 % dans la Drôme (+ 6 000 salariés).

L'emploi intérimaire augmente fortement

Au quatrième trimestre 2021, l'emploi intérimaire augmente de 5,7 % dans la région (soit + 6 300 emplois) après des hausses plus modérées depuis le début de l'année (+ 7 700 créations nettes cumulées sur les trois premiers trimestres). La croissance trimestrielle est légèrement plus prononcée qu'en France (+ 5,4 %, ► **figure 3**). Cette dynamique s'observe dans tous les départements et s'échelonne de + 4,1 % dans le Rhône à + 12,1 % dans le Cantal.

► 3. Évolution de l'emploi intérimaire



Note : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires. La crise sanitaire fait apparaître une rupture de saisonnalité à partir du 1^{er} trimestre 2020. Les évolutions trimestrielles à partir de ce point sont à interpréter avec précaution.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

L'emploi intérimaire dépasse ainsi nettement son niveau d'avant-crise : + 7,8 % (soit 8 500 emplois supplémentaires) par rapport à fin 2019. Cependant, la pandémie a perturbé ce secteur différemment selon les départements. Alors que l'Ardèche est toujours en repli de 13,5 %, l'Isère, le Rhône et les deux Savoie dépassent légèrement le niveau atteint fin 2019 (entre + 1,0 % et + 5,4 %). Les autres départements sont nettement au-dessus, d'au moins 10 %.

Comme en France, l'emploi industriel croît mais ne retrouve pas son niveau d'avant-crise

En Auvergne-Rhône-Alpes, l'emploi industriel gagne 1 100 salariés en trois mois, après trois trimestres de hausse ► **figure 4**. Le rythme (+ 0,2 %) est similaire à la tendance nationale. L'Ardèche, le Puy-de-Dôme et la Haute-Savoie sont en repli modéré (compris entre - 0,1 % et - 0,4 %). L'emploi industriel croît dans les autres départements, jusqu'à + 1,2 % dans le Cantal. Le secteur agroalimentaire augmente fortement de 0,7 %. Au contraire, les secteurs de la fabrication de matériel électronique ainsi que du matériel de transport n'emploient pas plus de personnes que trois mois auparavant.

► 4. Emploi salarié par secteur

Secteur d'activité	Effectif au 4 ^e trimestre 2021	Évolution par rapport au 3 ^e trimestre 2021		France hors Mayotte (en %)	Évolution par rapport à l'avant-crise (en %)
		En effectif	En %		
Agriculture	26 400	+ 100	+ 0,5	+ 1,5	+ 7,5
Industrie	487 400	+ 1 100	+ 0,2	+ 0,2	- 0,5
Construction	190 600	+ 800	+ 0,4	+ 0,4	+ 3,8
Tertiaire marchand hors intérim	1 347 200	+ 4 600	+ 0,3	+ 0,5	+ 1,7
Intérim	117 400	+ 6 300	+ 5,7	+ 5,4	+ 7,8
Tertiaire non marchand	939 800	- 2 700	- 0,3	- 0,1	+ 1,3
Ensemble	3 108 900	+ 10 300	+ 0,3	+ 0,4	+ 1,6

Note : données corrigées des variations saisonnières et arrondies pour les effectifs.

Avertissement : les données du secteur agricole sont provisoires suite à des difficultés de traitement par la MSA. L'Insee réalise une estimation, en prolongeant les tendances des trimestres précédents et à partir des déclarations administratives.

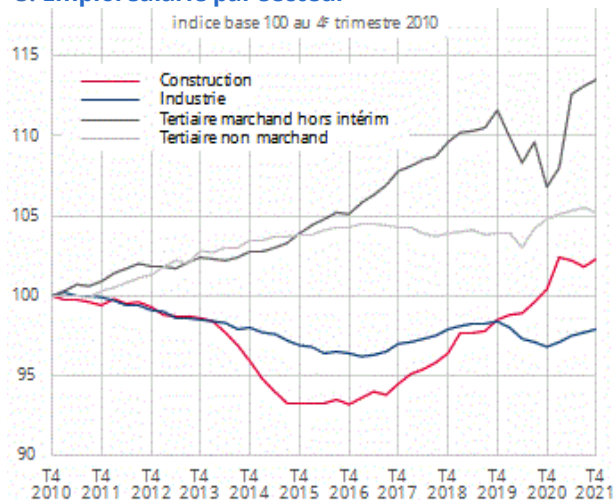
Champ : emploi salarié total.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

Cependant, cette année de reprise ne suffit pas à retrouver le niveau atteint fin 2019 : 2 200 emplois industriels manquent encore, soit un recul de 0,5 % par rapport à l'avant-crise. Seuls l'agroalimentaire et le secteur énergétique dépassent leur niveau pré-pandémie, de respectivement 5,0 % et 2,0 %. La Haute-Savoie, en recul de 2,3 %, contribue à la moitié des pertes régionales nettes dans l'industrie en deux ans.

L'emploi dans la construction repart à la hausse au dernier trimestre 2021 (+ 0,4 %) après un semestre en repli ► **figure 5**. En France, la tendance est semblable. Ce secteur reste toutefois en recul dans l'Ain (- 0,9 %), le Cantal (- 0,8 %) et l'Allier (- 0,3 %). Il est très dynamique en Savoie et dans le Rhône, où l'emploi croît de 1 %.

► 5. Emploi salarié par secteur



Note : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

La construction emploie 7 000 salariés de plus que fin 2019, soit une hausse de 3,8 %, moins marquée qu'en France (+ 4,7 %). L'Ain et le Cantal ne parviennent pas à retrouver leur niveau d'avant-crise. L'Ardèche, la Drôme et l'Isère le dépassent d'au moins 6 %.

Fin 2021, 4 600 salariés supplémentaires travaillent dans le tertiaire marchand (hors intérim), soit une hausse de 0,3 % en trois mois. Ce rythme est plus modéré qu'en France (+ 0,5 %) et en ralentissement par rapport aux trimestres précédents. L'emploi de ce secteur a été très marqué par les mesures de restrictions sanitaires, notamment en 2020. Il a toutefois fortement rebondi en 2021, particulièrement au premier semestre. De ce fait, le niveau de fin 2019 a été dépassé de 1,7 %, soit 22 200 nouveaux salariés, une croissance quasi identique à celle de la France (+ 1,6 %). Le commerce, représentant trois emplois sur dix du secteur, a fortement augmenté, de 2,6 % en deux ans. Les effectifs se sont

accrus de 1,0 % dans l'hébergement-restauration, secteur particulièrement concerné par les mesures sanitaires. Les départements savoyards, fortement touristiques, n'ont pas encore retrouvé le niveau d'il y a deux ans (baisse de 0,9 % en Savoie et 0,3 % en Haute-Savoie). La Loire est également en deçà de son effectif d'avant-crise (- 0,7 %). À l'inverse, l'Ardèche, la Drôme, le Rhône, le Cantal et le Puy-de-Dôme l'ont dépassé de 2 %.

Le secteur tertiaire non marchand est le seul grand secteur en baisse au dernier trimestre 2021 (- 2 700 salariés). Le repli de 0,3 % est plus important qu'en France (- 0,1 %). Au sein de la région, il concerne une majorité de départements. Toutefois, l'Isère, la Haute-Loire et la Loire sont globalement stables. La Savoie est la seule en progression marquée ce trimestre, de 0,6 %.

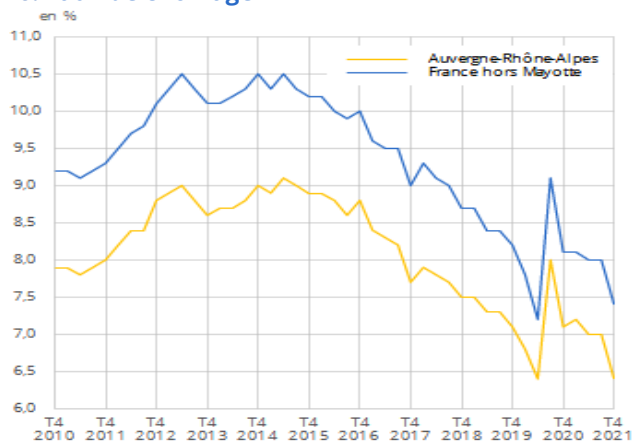
Ce repli trimestriel n'empêche pas ce secteur de dépasser son niveau d'avant-crise (+ 1,3 %, comme au plan national). Le Cantal et l'Allier n'ont pas encore retrouvé les effectifs de fin 2019 (respectivement - 1,1 % et - 0,3 %). L'Ardèche ne le devance que légèrement. Sur deux ans, la Savoie est très dynamique (+ 3,8 %).

Avertissement sur le marché du travail : dans cette publication, le concept d'emploi se réfère aux critères du Bureau international du travail (BIT). Sont comprises dans l'emploi à la fois les personnes ayant travaillé au moins une heure rémunérée pendant une période donnée, mais également les personnes en emploi n'ayant pas travaillé pour certaines raisons (en particulier celles en chômage partiel et en arrêt maladie). L'introduction de la déclaration sociale nominative (DSN) peut entraîner des révisions accrues sur les données durant la phase de montée en charge du dispositif.

Fort recul du chômage fin 2021

À la fin de l'année, dans la région, le taux de chômage s'élève à 6,4 % de la population active. Sur le trimestre, le taux de chômage se contracte de 0,6 point, alors qu'il était resté stable au trimestre précédent ► **figure 6**. Ce fort repli est également observé en France. Auvergne-Rhône-Alpes renoue avec un taux de chômage proche de celui enregistré en 2008, avant la crise économique, un niveau rarement atteint lors de ces dernières décennies.

► 6. Taux de chômage



Note : données trimestrielles CVS. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Source : Insee, *taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé*.

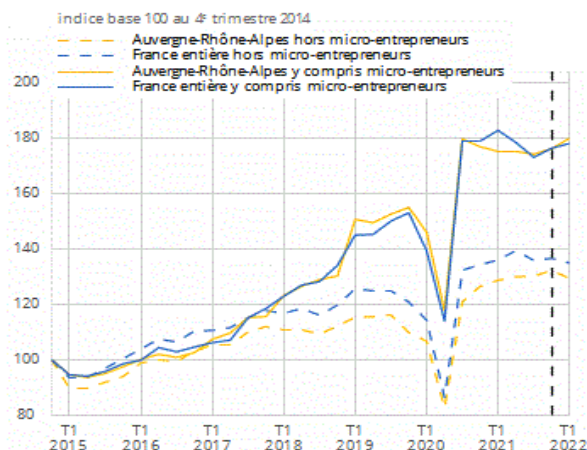
Les taux de chômage s'échelonnent de 3,9 % dans le Cantal à 8,2 % dans la Drôme. La baisse sur le trimestre est généralisée, de - 0,3 point pour la Savoie à - 0,9 point pour l'Ardèche. Plusieurs départements approchent d'un taux de chômage au plus bas depuis 20 ans, comme la Haute-Loire, le Puy-de-Dôme, la Loire et le Cantal. Par rapport à l'avant-crise, fin 2019, le taux de chômage baisse dans l'ensemble des départements, parfois avec un repli très marqué, allant jusqu'à - 1,0 point pour la Loire.

L'entrepreneuriat progresse en fin d'année

Dans la région, 31 000 entreprises ont été créées au quatrième trimestre 2021. Le volume des créations progresse de 1,2 % sur le trimestre à un niveau très élevé, faisant quasiment jeu égal avec

le record atteint fin 2020 ► **figure 7**. Sur le plan national, l'augmentation est un peu plus franche (+ 1,9 %). Seules les créations dans le secteur du commerce sont en repli, de 4,1 % dans la région. Les autres grands secteurs se développent, avec une hausse supérieure à 10 % pour l'industrie, suivie par la construction (+ 5,6 %). Les créations dans les services s'accroissent plus timidement (+ 1,9 %), mais atteignent un niveau rarement vu, proche de 18 000 unités créées. Sur l'ensemble de l'année 2021, 123 200 entreprises ont vu le jour dans la région, un record absolu qui s'inscrit dans un contexte national analogue.

► 7. Évolution des créations d'entreprises



Note : données trimestrielles corrigées des variations saisonnières (CVS).

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, REE (*Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene*).

Près de 20 000 entreprises relevant du microentrepreneuriat ont été créées au quatrième trimestre 2021, en hausse modeste par rapport au trimestre précédent (+ 0,9 %). Le commerce est le seul secteur en repli (- 5,6 %), dans la continuité des trois premiers trimestres de l'année.

Les créations sous forme sociétale progressent de 1,5 %. Les services, qui représentent plus de la moitié des créations d'entreprises de ce régime, s'accroissent légèrement (+ 1,4 %). La construction et l'industrie sont mieux orientées (hausse supérieure à 3 %). *A contrario*, les créations dans le secteur du commerce poursuivent également leur décroissance sous cette forme.

Les tribunaux de commerce ont enregistré 3 050 défaillances d'entreprises sur l'ensemble de l'année 2021. Ce niveau, toujours historiquement bas, s'explique en partie par les différentes aides de l'État dont bénéficient les entreprises pour faire face à la crise sanitaire.

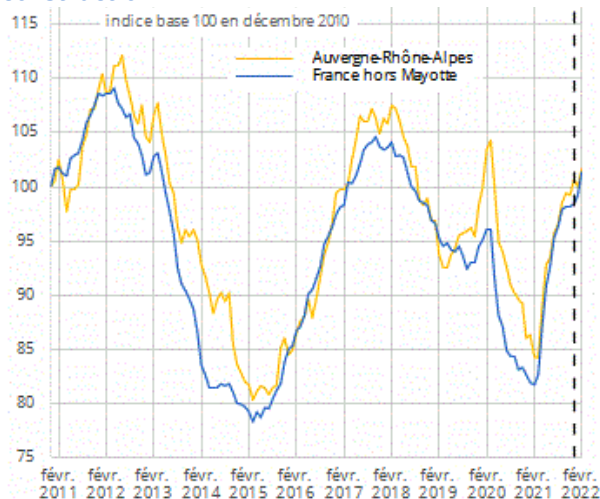
Avertissement sur les créations d'entreprises : les créations d'entreprises sont calculées selon un dispositif rénové depuis la publication portant sur janvier 2022. Il en résulte un relèvement, en niveau, de l'historique des créations d'entreprises. Pour plus de détails, se référer à la documentation sur le sujet sur www.insee.fr.

La construction de logements neufs très bien orientée

En Auvergne-Rhône-Alpes, en 2021, 64 800 permis de construire ont été délivrés ► **figure 8**. Bien qu'en hausse de 16 % par rapport à 2020, le niveau demeure en réalité proche des années précédant la crise sanitaire. En France, la progression est plus forte de 3 points. Au niveau départemental, la Haute-Savoie encaisse une forte baisse (- 11 %) et perd sa deuxième place régionale en volume d'autorisations de chantier, au profit de l'Isère. L'Ain recule également mais plus modérément (- 2 %) et le Rhône reste quasi stable. Tous les autres départements sont à la hausse, d'au moins 18 %, allant jusqu'à + 53 % pour la Savoie. Par rapport à 2019, seuls la Haute-Savoie (- 21 %) et le Rhône (- 2 %) sont en repli, le Puy-de-Dôme et le Cantal restent stables. Les autres départements progressent, au-delà de + 30 % pour les deux départements ligériens.

Les mises en chantier de logements sont aussi dans le vert : 53 600 chantiers ont débuté, 12 % de plus qu'en 2020 et 6 % de plus qu'en 2019. La hausse concerne la totalité des départements de la région. Elle est d'au moins 2 % pour la Savoie et grimpe au-delà de 30 % pour la Loire, la Haute-Loire, le Puy-de-Dôme et l'Ain. En comparaison avec 2019, le constat est similaire mais avec des hausses moins marquées. Le Rhône, les deux Savoie et le Cantal gardent un niveau quasi égal, tandis que la Loire augmente à nouveau très fortement (+ 32 %).

► 8. Évolution du nombre de logements autorisés à la construction



Note : données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente l'évolution du cumul des 12 derniers mois. La ligne verticale représente la fin du trimestre d'intérêt.
Source : SDES, Sit@del2.

La clientèle étrangère toujours en recul dans l'hôtellerie

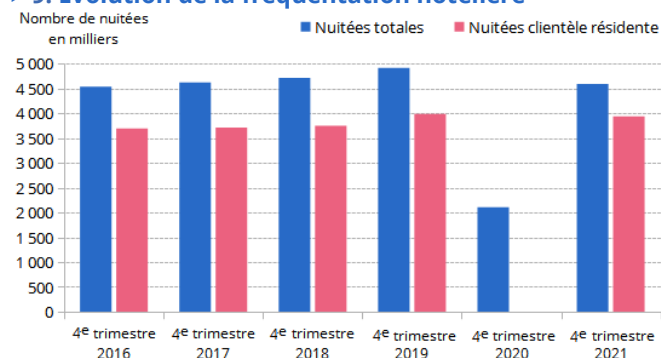
Au quatrième trimestre 2021, les hôtels de la région ont enregistré 4,6 millions de nuitées ► **figure 9**. La fin de l'année est en recul par rapport aux années précédant la crise sanitaire :

– 6,5 % par rapport à 2019 et – 2,5 % par rapport à 2018. Ce repli s'explique principalement par une désaffection de la clientèle non résidente (vivant à l'étranger). Celle-ci représentait un peu plus de 900 000 nuitées sur les quatrièmes trimestres entre 2017 et 2019, alors qu'elle ne compte que pour 660 000 nuitées fin 2021. En revanche, la fréquentation de la clientèle résidente reste à un niveau similaire aux années qui précèdent la pandémie.

Sur le dernier trimestre 2021, les heures rémunérées dans l'hébergement progressent constamment dans la région. En retrait par rapport à l'avant-crise en octobre et novembre (respectivement – 5,9 % et – 2,4 %), le niveau est supérieur de 2,1 % en décembre. Le constat est inverse pour la restauration, où le niveau en octobre-novembre est supérieur à l'avant-crise, alors qu'il est en retrait de 0,6 % en décembre. Au dernier trimestre 2021, les heures rémunérées dans l'hôtellerie-restauration font jeu égal avec la fin 2019 (+ 0,3 %).

Les chiffres d'affaires de ces secteurs très dépendants de l'activité touristique sont en baisse par rapport à l'avant-crise. Comparé à la fin 2019, le chiffre d'affaires varie selon les mois de – 4 % à – 13 % dans l'hôtellerie, et de – 2 % à – 9 % dans la restauration. ●

► 9. Évolution de la fréquentation hôtelière



Note : données trimestrielles brutes. En 2020, les enquêtes ne permettent pas la répartition entre clientèle étrangère et résidente.

Source : Insee, en partenariat avec les comités régionaux du tourisme (CRT) et la DGE, enquête hôtellerie, 2016-2021.

Avertissement sur le tourisme : les confinements successifs et restrictions de déplacements durant la crise sanitaire ont pesé sur les hébergements touristiques. Dans ce contexte, l'Insee a choisi de réduire leur charge en réalisant des enquêtes allégées, moins détaillées, conduisant à une livraison de résultats plus agrégés. Les résultats plus détaillés sont de nouveau disponibles à partir de l'été 2021, concernant notamment la fréquentation internationale.

Frédéric Lahi, Annelise Robert (Insee)

► Contexte national – En France, l'activité a continué de se redresser fin 2021

Fin 2021, l'activité française a poursuivi sa reprise (+ 0,7 % au quatrième trimestre, soit un rebond du PIB de 7,0 % en moyenne annuelle en 2021 après sa chute de 8,0 % l'année précédente). L'empreinte sectorielle de la crise reste forte néanmoins, certains secteurs continuant de pâtir de la situation sanitaire (hébergement-restauration par exemple) ou bien des problèmes d'approvisionnement (industrie automobile). La consommation des ménages a continué de progresser (+ 0,5 %), notamment dans les services de transports et les services aux ménages, et ce malgré la hausse de l'inflation et l'émergence du variant Omicron en fin d'année. Au premier trimestre 2022 cependant, l'activité aurait ralenti, du fait de la dégradation de la situation sanitaire en janvier puis du déclenchement de la guerre en Ukraine fin février.

► Contexte international – En Europe, l'activité fragilisée fin 2021 par la dégradation de la situation sanitaire

Au quatrième trimestre 2021, l'activité économique a ralenti en Europe, et même reculé en Allemagne, en raison d'effets de rattrapage plus faibles qu'au trimestre précédent et d'une consommation des ménages fragilisée par les vagues épidémiques des variants Delta et Omicron. Par ailleurs, le PIB a rebondi dans les principales économies hors zone euro, stimulant la reprise du commerce mondial. Au premier semestre 2022, l'activité serait affectée par les conséquences de la guerre en Ukraine, en particulier via le renchérissement de l'énergie, ainsi que par des perturbations des chaînes d'approvisionnement, notamment liées à de nouveaux confinements en Chine.

► Pour en savoir plus

- « Au troisième trimestre 2021, la tendance reste positive » *Insee Conjoncture Auvergne-Rhône-Alpes* n° 30, janvier 2022
- « La croissance et l'inflation à l'épreuve des incertitudes géopolitiques », *Note de conjoncture*, Insee, mars 2022
- « Point de conjoncture du 8 février 2022 », Insee, février 2022
- « Reprise sous contraintes », *Note de conjoncture*, Insee, décembre 2021
- Tableau de bord de la conjoncture : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2121840>

Insee Auvergne-Rhône-Alpes
165 rue Garibaldi - BP 3184
69401 Lyon cedex 03

Directeur de la publication :
Jean-Philippe Grouthier
Rédaction en chef :
Thierry Geay
Philippe Mossant

Bureau de presse :
04 78 63 26 96

[@InseeRegions](https://www.insee.fr)
www.insee.fr

ISSN 2493-0822 (en ligne)
© Insee 2022
Reproduction partielle
autorisée sous réserve de
la mention de la source et

